ASSEMBLÉE NATIONALE

19 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Retiré

AMENDEMENT

N° II-CE198

présenté par

M. Golliot, M. Amblard, M. de Lépinau, Mme Engrand, M. Falcon, M. Gabarron, Mme Grangier,
 Mme Laporte, Mme Lavalette, M. Le Bourgeois, M. Loubet, M. Patrice Martin, M. Meizonnet,
 M. Rivière, M. Tivoli et M. Weber

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 000 000	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	2 000 000
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0
TOTAUX	2 000 000	2 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à renforcer les moyens de l'ODEADOM (Office de développement de l'économie agricole d'Outre-mer) dans l'action 27 "Moyens de mise en oeuvre des politiques publiques et gestion des interventions", du programme 149 "Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt", en prélevant 2 000 000 d'euros de crédits sur les

moyens du ministère dans l'action 04 "Moyens communs" du programme 215 "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture".

L'île de la Martinique connaît une période de troubles en raison de prix trop élevés. Les produits alimentaires sont environ 40% plus chers qu'en métropole en moyenne. Pour que les tensions s'estompent durablement, il est indispensable de doter de plus larges moyens l'agriculture martiniquaise, en vue d'être moins dépendant de denrées importées plus coûteuses. L'esprit de cet amendement est donc d'attribuer une enveloppe supplémentaire de 2 000 000 d'euros pour l'ODEADOM qui est en charge du développement de l'ensemble des filières agricoles des territoires ultramarins.